

**Art. 2.** L'article 5, 4<sup>o</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 4<sup>o</sup> pour laquelle une réduction du degré d'autonomie d'au moins 9 points a été constatée conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991.

**Art. 4.** Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 1991.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

**Art. 2.** Artikel 5, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4<sup>o</sup> in wiens hoofde een vermindering van de graad van zelfredzaamheid van minstens 9 punten werd vastgesteld overeenkomstig de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1991.

**Art. 4.** Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 mei 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

F. 91 — 1384

**28 MAI 1991.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989 en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 91 du 11 novembre 1967 et l'article 4, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 237 du 31 décembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social, notamment les articles 6 et 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe, pour des raisons sociales et humanitaires, d'exécuter sans délai la mesure visée par l'arrêté royal du 28 mai 1991 modifiant l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social, afin d'accorder immédiatement ledit tarif téléphonique social à des catégories de personnes qui en étaient exclues jusqu'à présent,

Arrêté :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989 en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social, le nombre « 70 » est remplacé par le nombre « 65 ».

**Art. 2.** L'article 2, 2<sup>o</sup>, dernier alinéa, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« — que la réduction de son degré d'autonomie a été évaluée à au moins 9 points mesurée conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés. »

**Art. 3.** Les annexes 1 et 2 du même arrêté sont remplacées par les annexes au présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1991.

Bruxelles, le 28 mai 1991.

M. COLLA

N. 91 — 1384

**28 MEI 1991.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 10 november 1989 tot uitvoering van de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967 en op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief, inzonderheid op de artikelen 6 en 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, om sociale en humanitaire redenen, noodzakelijk is de maatregel bedoeld door het koninklijk besluit van 28 mei 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief zonder verwijl uit te voeren, ten einde dit sociaal telefoontarief onmiddellijk toe te kennen aan categorieën van personen die er tot nog toe van uitgesloten waren,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, 1<sup>o</sup> van het ministerieel besluit van 10 november 1989 tot uitvoering van de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief, wordt het getal « 70 » vervangen door het getal « 65 ».

**Art. 2.** Artikel 2, 2<sup>o</sup>, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« — in zijn hoofde een vermindering van de graad van zelfredzaamheid van minstens 9 punten werd erkend gemeten overeenkomstig de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten. »

**Art. 3.** De bijlagen 1 en 2 van hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen van dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1991.

Brussel, 28 mei 1991.

M. COLLA

Annexe I  
Recto

Régie des Télégraphes et des Téléphones

DECLARATION SUR L'HONNEUR

à compléter et à signer par les personnes qui ont 65 ans accomplis et qui sollicitent le tarif téléphonique social.

**Recommandation** : lisez attentivement les extraits des arrêtés royal et ministériel figurant au verso avant de commencer à remplir la présente déclaration.

Je, soussigné, (nom, prénoms et nationalité) .....

déclare sur l'honneur :

1. que je suis né à ....., le .....

2. que je demeure à (commune) .....  
rue ..... n°.....

et que ma résidence ne fait pas partie d'un hôtel, une maison de repos ou une autre forme de vie communautaire;

3. qu'à cette adresse :

- j'habite seul (1);
- je cohabite uniquement avec la (les) personnes(s) mentionnées(s) ci-après (1) :

Nom et prénoms	Date de naissance	Lien de parenté avec le demandeur (le cas échéant)

4. (le cas échéant) que mon (mes) petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec moi :  
 a) est (sont) orphelin(s) de père et de mère (1);  
 b) m'a (ont) été confié(s) comme il apparaît de la décision judiciaire prise le (date) .....  
 par (instance qui a pris la décision) ..... (1);

5. (le cas échéant) que mon (mes) enfant(s) et/ou petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec moi est (sont) atteint(s) à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections, ainsi qu'il ressort de la (des) décisions(s) prise(s) le(s) [date(s)] ..... par [nom et adresse de l'(des) instance(s) qui a (ont) pris la (les) décision(s)] ....

6. que je suis déjà raccordé au réseau téléphonique sous le n° .....  
 (seulement si le demandeur est déjà titulaire d'un raccordement téléphonique);

7. que le montant annuel de mon revenu brut, majoré du revenu brut de la (des) personne(s) qui cohabite(nt) avec moi, ne dépasse pas ..... F (2);

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 repris au verso.

Date et signature,

- (1) Biffer ce qui ne convient pas.
- (2) A partir du ..... ce montant est fixé à ..... F pour une personne seule.  
Ce montant est augmenté de ..... F par personne qui cohabite avec elle.

Sceau de la commune

Je, soussigné, (nom et qualité du fonctionnaire communal) .....  
 .....  
 certifie l'exactitude des déclarations reprises ci-dessus sous les nos 1, 2, 3 et 4 a).

Date et signature,

## Extrait de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social

Art. 2. Le tarif téléphonique social n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. Le détenteur ne peut disposer que d'un seul raccordement téléphonique et l'installation doit être limitée à des postes simples ou adaptés au handicap du détenteur, avec éventuellement les accessoires nécessaires.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le bénéfice du tarif téléphonique social peut être accordé, à sa demande, à toute personne :

1<sup>o</sup> âgée de 65 ans accomplis;

— habitant seule;

— cohabitant avec deux personnes au maximum. Cette (ces) dernière(s) doit (doivent) être âgée(s) de 60 ans accomplis.

Peuvent également cohabiter avec le bénéficiaire, ses enfants et petits-enfants qui n'ont pas atteint l'âge de fin de la scolarité obligatoire. Les petits-enfants doivent en outre être orphelins de père et de mère ou avoir été confiés aux grands-parents par décision judiciaire.

La limite d'âge fixée à l'égard de ses enfants et petits-enfants ne s'applique pas aux descendants qui sont atteints à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections;

2<sup>o</sup> .....

§ 2. Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du § 1, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 25, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, et portant exécution de l'article 33, § 5, alinéa 3, de la loi du 9 août 1983 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 4. Habiter dans un hôtel, une maison de repos ou sous une autre forme de vie communautaire n'ouvre aucun droit au bénéfice du tarif téléphonique social.

Art. 7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique social à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de leur demande.

Art. 8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique social est tenu :

1<sup>o</sup> de renouveler sa demande auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où ce tarif lui a été appliqué à la suite d'une demande antérieure;

2<sup>o</sup> de donner immédiatement connaissance à cette Régie du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées dans le présent arrêté pour bénéficier du tarif en question;

3<sup>o</sup> de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique social à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées;

4<sup>o</sup> d'autoriser la Régie, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à vérifier, soit auprès des autorités compétentes, soit dans sa demeure, s'il remplit réellement toutes les conditions fixées.

Art. 9. Le bénéfice du tarif téléphonique social est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

## Extrait de l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989

Art. 2. Sur demande de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, le bénéficiaire du tarif téléphonique social doit prouver, en outre, qu'il satisfait aux conditions fixées et ce au moyen de tout document jugé utile, notamment par la production :

1<sup>o</sup> du carnet ou de la carte de membre de la mutualité ou de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité à laquelle il est affilié;

2<sup>o</sup> .....

3<sup>o</sup> de la décision judiciaire par laquelle son (ses) petit(s)-enfant(s) lui a (ont) été confié(s);

4<sup>o</sup> de la (des) décision(s) administrative(s) ou judiciaire(s) d'où il ressort que son (ses) enfant(s) et/ou son (ses) petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec lui est (sont) atteint(s) à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 mai 1991.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,  
M. COLLA

Bijlage 1  
Recto

Regie van Telegrafie en Telefonie

VERKLARING OP DE EER

in te vullen en te ondertekenen door personen van ten volle 65 jaar die aanspraak maken op het sociaal telefoontarief.

Aanbeveling : lees aandachtig de op de versoziide voorkomende uittreksels uit het koninklijk en het ministerieel besluit vooraleer met het invullen van deze verklaring te beginnen.

Ik, ondergetekende, (naam, voornamen en nationaliteit) .....

verklaar op mijn eer :

1. dat ik geboren ben te ..... op .....
2. dat ik woonachtig ben te (gemeente) .....  
straat ..... nr. ....  
en mijn verblijfplaats geen deel uitmaakt van een hotel, rusthuis of een andere vorm van gemeenschapsleven;
3. dat ik op voornoemd adres :  
— alleen woon (1);  
— enkel samenwoon met de hiernavermelde perso(o)n(en) (1) :

Naam en voornamen	Geboortedatum	Verwantschap met de verzoeker (bij voorkomend geval)

4. (bij voorkomend geval) dat mijn kleinkind(eren) dat (die) met mij samenwo(ont)(nen) :  
a) wees is (zijn) van vader en moeder (1);  
b) aan mij werd(en) toevertrouwd zoals blijkt uit de gerechtelijke beslissing getroffen op (datum) .....  
door (instantie van wie de beslissing uitgaat) ..... (1);
5. (bij voorkomend geval) dat mijn met mij samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren), zoals blijkt uit de beslissing(en) getroffen op [dat(um)(a)] ..... door [naam en adres van de instantie(s) van wie de beslissing(en) uitgaat(n)] .....  
voor minstens 66 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;
6. dat ik reeds aangesloten ben op het telefoonnet onder het nummer .....  
(alleen indien de verzoeker reeds houder is van een telefoonaansluiting);
7. dat het jaarbedrag van mijn bruto-inkomen, gevoegd bij dat van de met mij samenwonende perso(o)n(en), niet hoger is dan ..... F(2).

Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het op de versoziide vermeld artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 november 1989 na te leven.

Datum en handtekening,

(1) Schrappen wat niet toepasselijk is.

(2) Met ingang van ..... beloopt dit bedrag ..... F voor een alleenwonende.  
Dit bedrag wordt met ..... F verhoogd voor elke met hem samenwonende persoon.

Stempel van de gemeente

Ondergetekende, (naam en hoedanigheid van de gemeentelijke ambtenaar) .....  
.....  
bevestigt de juistheid van de verklaringen hierboven afgelegd onder de nrs. 1, 2, 3 en 4 a).

Datum en handtekening,

## Uittreksel uit het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief

Art. 2. Het sociaal telefoontarief geldt uitsluitend onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De houder ervan mag slechts over één telefoonaansluiting beschikken en de installatie moet beperkt zijn tot enkelvoudige of aan de handicap van de houder aangepaste toestellen, met eventueel de noodzakelijke toebehoren.

Art. 3. § 1. Het voordeel van het sociaal telefoontarief kan op zijn verzoek worden genoten door ieder persoon die :

1° de leeftijd van ten volle 65 jaar heeft bereikt en

— alleen woont;

— samenwoont met ten hoogste twee personen. Deze laatste(n) moet(en) ten volle 60 jaar oud zijn.

Mogen eveneens met de begunstigde samenwonen, zijn kinderen en kleinkinderen die de ouderdom van het einde van de leerplicht niet hebben bereikt. De kleinkinderen moeten bovendien wees zijn van vader en moeder of bij gerechtelijke beslissing aan de grootouders zijn toevertrouwd.

De ten aanzien van zijn kinderen en kleinkinderen gestelde leeftijdsgrens, geldt niet voor descendanten die voor minstens 66 % getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;

2° .....

§ 2. Het bruto-inkomen van de genothaber, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van § 1 eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 25, §§ 1, 2 en 3 en tot uitvoering van artikel 33, § 5, derde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. Wonen in een hotel, een rusthuis of onder een andere vorm van gemeenschapsleven opent geen recht op het voordeel van het sociaal telefoontarief.

Art. 7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van het sociaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervaldag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

Art. 8. De genothaber van het sociaal telefoontarief moet :

1° zijn verzoek bij de Regie van Telegrafie en Telefonie hernieuwen vooraleer drie jaar zullen verstreken zijn vanaf de dag dat op hem dit tarief ingevolge een vorig verzoek werd toegepast;

2° voornoemde Regie dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de in dit besluit gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

3° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het sociaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden;

4° de Regie ertoe machtigen om, telkens als zij het gepast acht, hetzij bij de bevoegde overheden, hetzij op zijn verblijf na te gaan of hij werkelijk aan al de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 9. Het genot van het sociaal telefoontarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervaldag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer wordt voldaan aan de gestelde voorwaarden.

## Uittreksel uit het ministerieel besluit van 10 november 1989

Art. 2. Op verzoek van de Regie van Telegrafie en Telefonie moet de genothaber van het sociaal telefoontarief bovendien met alle dienstig geachte documenten bewijzen dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet inzonderheid door het vertonen van :

1° het boekje of de kaart van lidmaatschap van het ziekenfonds of de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering waarbij hij aangesloten is;

2° .....

3° de gerechtelijke beslissing waardoor zijn kleinkind(eren) aan hem is (zijn) toevertrouwd;

4° de administratieve of gerechtelijke beslissing(en) waaruit blijkt dat zijn met hem samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren) voor minstens 66 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 28 mei 1991.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

Annexe 2  
Recto

Régie des Télégraphes et des Téléphones

**DECLARATION SUR L'HONNEUR**

à compléter et à signer par les handicapés qui sollicitent le tarif téléphonique social.

**Recommandation** : lisez attentivement les extraits des arrêtés royal et ministériel figurant au verso avant de commencer à remplir la présente déclaration.

Je, soussigné, (nom, prénoms et nationalité) .....  
déclare sur l'honneur :

1. que je suis né à ....., le .....
2. que je demeure à (commune) .....  
rue ..... n° .....  
et que ma résidence ne fait pas partie d'un hôtel, une maison de repos ou une autre forme de vie communautaire;
3. qu'à cette adresse :  
— j'habite seul (1);  
— je cohabite uniquement avec la (les) personnes(s) mentionnées(s) ci-après (1) :

Nom et prénoms	Date de naissance	Lien de parenté avec le demandeur (le cas échéant)

4. que je suis handicapé à ..... %, ainsi qu'il ressort de la décision prise le (date) .....  
par (nom et adresse de l'instance qui a pris la décision) .....
5. que je suis déjà raccordé au réseau téléphonique sous le n° .....  
(seulement si le demandeur est déjà titulaire d'un raccordement téléphonique);
6. que le montant annuel de mon revenu brut, majoré du revenu brut de la (des) personne(s) qui cohabite(nt) avec moi, ne dépasse pas ..... F (2);

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 repris au verso.

Date et signature,

- (1) Biffer ce qui ne convient pas.
- (2) A partir du ..... ce montant est fixé à ..... F pour une personne seule.  
Ce montant est augmenté de ..... F par personne qui cohabite avec elle.

Sceau de la commune

Je, soussigné, (nom et qualité du fonctionnaire communal) .....  
certifie l'exactitude des déclarations reprises ci-dessus sous les nos 1, 2 et 3).

Date et signature,

## Extrait de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 fixant un tarif téléphonique social

Art. 2. Le tarif téléphonique social n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. Le détenteur ne peut disposer que d'un seul raccordement téléphonique et l'installation doit être limitée à des postes simples ou adaptés au handicap du détenteur, avec éventuellement les accessoires nécessaires.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le bénéfice du tarif téléphonique social peut être accordé, à sa demande, à toute personne:

1<sup>o</sup> ....

2<sup>o</sup> atteinte d'un handicap d'au moins 66 % et âgée de 18 ans accomplis :

— habitant seule;

— cohabitant soit avec deux personnes au maximum, soit avec des parents ou alliés du premier ou du deuxième degré.

§ 2. Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du § 1, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1er, § 1, de l'arrêté royal du 1er avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 25, §§ 1er, 2 et 3, et portant exécution de l'article 33, § 5, alinéa 3, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 4. Habiter dans un hôtel, une maison de repos ou sous une autre forme de vie communautaire n'ouvre aucun droit au bénéfice du tarif téléphonique social.

Art. 5. Est considérée comme atteinte d'un handicap d'au moins 66 % la personne :

1<sup>o</sup> qui a été déclarée par une décision administrative ou judiciaire être handicapée physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 %;

2<sup>o</sup> pour laquelle, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 46 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, une réduction de la capacité de gain à un taux égal ou inférieur à un tiers est constatée, comme prévu à l'article 56 de la même loi;

3<sup>o</sup> pour laquelle, dans le cadre de l'allocation de remplacement de revenus, une réduction de la capacité de gain à un tiers ou moins, comme prévu à l'article 2 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, a été constatée;

4<sup>o</sup> pour laquelle une réduction du degré d'autonomie d'au moins 9 points a été constatée conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

Art. 7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique social à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de leur demande.

Art. 8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique social est tenu :

1<sup>o</sup> de renouveler sa demande auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où ce tarif lui a été appliqué à la suite d'une demande antérieure;

2<sup>o</sup> de donner immédiatement connaissance à cette Régie du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées dans le présent arrêté pour bénéficier du tarif en question;

3<sup>o</sup> de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique social à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées;

4<sup>o</sup> d'autoriser la Régie, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à vérifier, soit auprès des autorités compétentes, soit dans sa demeure, s'il remplit réellement toutes les conditions fixées.

Art. 9. Le bénéfice du tarif téléphonique social est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

## Extrait de l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989

Art. 2. Sur demande de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, le bénéficiaire du tarif téléphonique social doit prouver, en outre, qu'il satisfait aux conditions fixées et ce au moyen de tout document jugé utile, notamment par la production :

1<sup>o</sup> du carnet ou de la carte de membre de la mutualité ou de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité à laquelle il est affilié;

2<sup>o</sup> de la preuve (décision administrative, judiciaire ou attestation mutuelle, selon le cas) d'où il ressort :

— qu'il a été déclaré être handicapé physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 %;

— qu'à l'expiration de la période d'incapacité primaire prévue à l'article 46 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, une réduction de sa capacité de gain à un taux égal ou inférieur à un tiers est constatée, comme prévu à l'article 56 de la même loi;

— que, dans le cadre de l'allocation de remplacement de revenus, une réduction de sa capacité de gain à un tiers ou moins, comme prévu à l'article 2 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, a été constatée;

— que la réduction de son degré d'autonomie a été évaluée à au moins 9 points mesurée conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.

3<sup>o</sup> ....

4<sup>o</sup> ....

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 mai 1991.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,  
M. COLLA

Bijlage 2  
Recto

Regie van Telegrafie en Telefonie

**VERKLARING OP DE EER**

in te vullen en te ondertekenen door gehandicapten die aanspraak maken op het sociaal telefoontarief.

**Aanbeveling** : lees aandachtig de op de versozijde voorkomende uittreksels uit het koninklijk en het ministerieel besluit vooraleer met het invullen van deze verklaring te beginnen.

Ik, ondergetekende (naam, voornamen en nationaliteit) .....  
verklaar op mijn eer :

1. dat ik geboren ben te ..... op .....
2. dat ik woonachtig ben te (gemeente) .....  
straat ..... nr.....  
en mijn verblijfplaats geen deel uitmaakt van een hotel, rusthuis of een andere vorm van gemeenschapsleven;
3. dat ik op voornoemd adres :  
— alleen woon (1);  
— enkel samenwoon met de hiernavermelde perso(o)n(en) (1) :

Naam en voornamen	Geboortedatum	Verwantschap met de verzoeker (bij voorkomend geval)

4. dat ik, zoals blijkt uit de beslissing getroffen op (datum) .....  
door (naam en adres van de instantie van wie de beslissing uitgaat) .....
- gehandicapt ben ten belope van ..... %;
5. dat ik reeds aangesloten ben op het telefoonnet onder het nummer .....  
(alleen indien de verzoeker reeds houder is van een telefoonaansluiting);
6. dat het jaarbedrag van mijn bruto-inkomen, gevoegd bij dat van de met mij samenwonende perso(o)n(en), niet hoger is dan ..... F (2).

Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het op de versozijde vermelde artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 november 1989 na te leven.

Datum en handtekening,

(1) Schrappen wat niet toepasselijk is.

(2) Met ingang van ..... belooft dit bedrag ..... F voor een alleenwonende.  
Dit bedrag wordt met ..... F verhoogd voor elke met hem samenwonende persoon.

Stempel van de gemeente

Ondergetekende, (naam en hoedanigheid van de gemeentelijke ambtenaar) .....  
bevestigt de juistheid van de verklaringen hierboven afgelegd onder de nrs. 1, 2 en 3.

Datum en handtekening,



## Uittreksel uit het koninklijk besluit van 8 november 1989 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief

Art. 2. Het sociaal telefoontarief geldt uitsluitend onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De houder ervan mag slechts over één telefoonaansluiting beschikken en de installatie moet beperkt zijn tot enkelvoudige of aan de handicap van de houder aangepaste toestellen, met eventueel de noodzakelijke toebehoren.

Art. 3. § 1. Het voordeel van het sociaal telefoontarief kan op zijn verzoek worden genoten door ieder persoon die :

1° .....

2° voor minstens 66 % gehandicapt is en ten volle 18 jaar oud is en

— alleen woont;

— samenwoont, hetzij met ten hoogste twee personen, hetzij met bloed- of aanverwanten van de eerste of de tweede graad.

§ 2. Het bruto-inkomen van de genothebber, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van § 1 eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 25, §§ 1, 2 en 3 en tot uitvoering van artikel 33, § 5, derde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. Wonen in een hotel, een rusthuis of onder een andere vorm van gemeenschapsleven opent geen recht op het voordeel van het sociaal telefoontarief.

Art. 5. Als voor minstens 66 % gehandicapt wordt aangezien de persoon :

1° die bij administratieve of gerechtelijke beslissing minstens 66 % blijvend fysisch of psychisch gehandicapt of arbeidsongeschikt werd verklaard;

2° in wiens hoofde na de periode van primaire ongeschiktheid voorzien in artikel 46 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, een vermindering van het verdienvermogen tot één derde of minder wordt vastgesteld zoals voorzien in artikel 56 van diezelfde wet;

3° in wiens hoofde in het kader van de inkomensvervangende tegemoetkoming een vermindering van het verdienvermogen tot één derde of minder, zoals voorzien in artikel 2 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, werd vastgesteld;

4° in wiens hoofde een vermindering van de graad van zelfredzaamheid van minstens 9 punten werd vastgesteld overeenkomstig de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

Art. 7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van het sociaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervaldag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

Art. 8. De genothebber van het sociaal telefoontarief moet :

1° zijn verzoek bij de Regie van Telegrafie en Telefonie hernieuwen vooraleer drie jaar zullen verstreken zijn vanaf de dag dat op hem dit tarief ingevolge een vorig verzoek werd toegepast;

2° voornoemde Regie dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de in dit besluit gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;

3° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het sociaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden;

4° de Regie ertoe machtigen om, telkens als zij het gepast acht, hetzij bij de bevoegde overheden, hetzij op zijn verblijf na te gaan of hij werkelijk aan al de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 9. Het genot van het sociaal telefoontarief wordt ingetrokken vanaf de eerste vervaldag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer wordt voldaan aan de gestelde voorwaarden.

## Uittreksel uit het ministerieel besluit van 10 november 1989

Art. 2. Op verzoek van de Regie van Telegrafie en Telefonie moet de genothebber van het sociaal telefoontarief bovendien met alle dienstig geachte documenten bewijzen dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet inzonderheid door het vertonen van :

1° het boekje of de kaart van lidmaatschap van het ziekenfonds of de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering waarbij hij aangesloten is;

2° het bewijs (administratieve of gerechtelijke beslissing of mutualiteitsattest naargelang van het geval) waaruit blijkt dat :

— hij minstens 66 % blijvend fysisch of psychisch gehandicapt of arbeidsongeschikt werd verklaard;

— in zijn hoofde na de periode van primaire ongeschiktheid voorzien in artikel 46 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, een vermindering van het verdienvermogen tot één derde of minder wordt vastgesteld zoals voorzien in artikel 56 van diezelfde wet;

— in zijn hoofde in het kader van de inkomensvervangende tegemoetkoming een vermindering van het verdienvermogen tot één derde of minder, zoals voorzien in artikel 2 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, werd vastgesteld;

— in zijn hoofde een vermindering van de graad van zelfredzaamheid van minstens 9 punten werd erkend gemeten overeenkomstig de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

3° .....

4° .....

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 28 mei 1991.

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,  
M. COLLA